

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 07 AVRIL 1997

N° 248

PRIX 4 FF

Z A I R E



MOBUTU-KABILA

BLANC BONNET

BONNET BLANC

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: "De
sanglantes et nui-
sibles stupidités.

Page 7
Le marché de Treich-
ville réduit en
cendres.

Page 8
Mali: Une campagne
électorale pour la
pure forme.

Page 9
Madagascar
- Le retour au pou-
voir d'un ancien
dictateur.

- Il y a 50 ans,
l'insurrection
malgache.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Z A I R E**MOBUTU-KABILA
BLANC BONNET BONNET BLANC**

Le retour du dictateur Mobutu, le 21 mars dernier, n'a pas suffi à mettre fin à la décomposition de l'Etat zaïrois, surtout à la débandade de l'armée. Dans l'Est du pays, celle-ci est en déroute devant les troupes rebelles de Laurent Désiré Kabila. Après Goma, Kinsangani, Mbuji-Mayi vient de tomber entre les mains des partisans de ce dernier. Demain, ce sera peut-être le tour de Lubumbashi ou Kinsahsa.

Alors les discussions qui viennent de commencer entre les deux camps en Afrique du Sud, sous l'égide de l'OUA et les puissances impérialistes telles que la France et les USA, vont-elles déboucher sur une solution négociée ou, fort de ses victoires militaires dans l'Est du pays, Kabila va aller jusqu'au bout au point de s'emparer du pouvoir tout seul? Nul ne peut le dire pour l'instant. Mais une chose est certaine: quelle que soit l'issue de cette lutte pour le pouvoir, il n'en sortira rien pour les masses pauvres zaïroises.

Evidemment, il n'y a pas lieu de plaindre une ordure comme Mobutu. S'il tombe demain, d'une façon ou d'une autre, ce sera tant mieux. Mais il n'y a pas lieu non plus de se faire des illusions sur le chef des bandes rebelles.

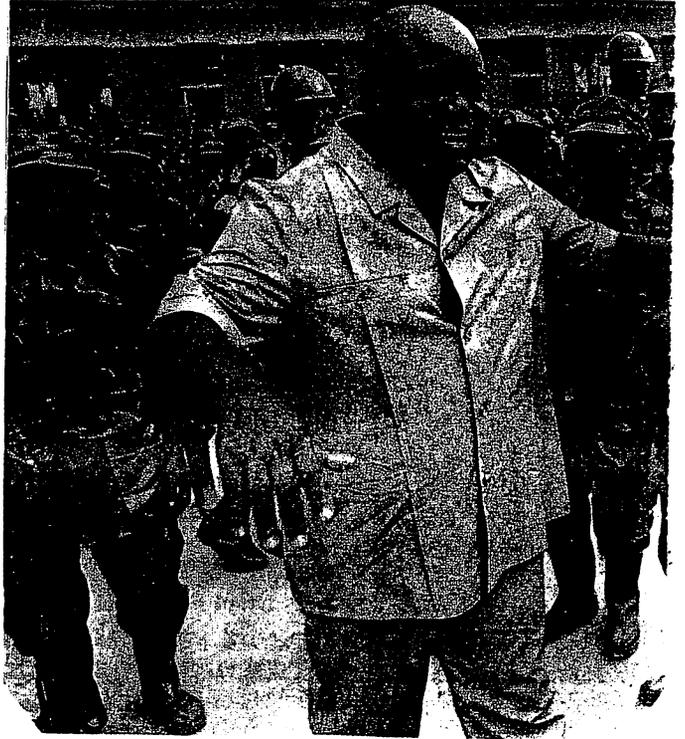
Kabila était à l'origine un ancien partisan de Pierre Mulélé, le chef historique du Mouvement National Congolais qui, à la suite de la mort de Patrice Lumumba, a mené une lutte de guérilla pendant un certain temps contre la dictature de Mobutu nouvellement imposée par les USA. Mais à la suite de la défaite militaire des Lumumbistes, il a fondé en 1967 son propre parti, le Parti Révolutionnaire du Peuple, qui, à partir de ses bases arrières en Tanzanie et en Zambie, a pris le relais des maquis lumumbistes. Mais vers les années 80, l'ancien maquisard s'est trouvé une autre vocation: il est devenu un homme d'affaires, vivant de divers trafics entre la Tanzanie et l'Ouganda, notamment. C'est à la faveur de la chute du dictateur Habyarimana et du fait que, à cause des réfugiés, le conflit rwandais s'est trouvé transplanté au Zaïre que Kabila a émergé à la tête de nouvelles bandes armées appelées "Alliance des

Forces Démocratiques Pour la Libération" (AFDL) et soutenues cette fois-ci par le nouveau pouvoir de Kigali acquis à l'impérialisme américain.

Hier comme aujourd'hui, l'objectif de Kabila n'est pas de s'en prendre au capitalisme, c'est-à-dire à l'ordre des riches. Le fait qu'il a pris les armes contre la dictature de Mobutu ne change rien en cela. L'expérience algérienne, angolaise, mozambicaine ou zimbabwéenne montre bien de dirigeants nationalistes, qui prétendaient combattre ouvertement tel ou tel impérialisme au nom de leur peuple, ont tôt fait de s'agenouiller devant l'ordre des riches dès qu'ils sont arrivés au pouvoir. Avec Kabila, ce sera pareil.

Sur ce que serait sa politique, s'il arrivait au pouvoir dans l'ensemble du pays, on en a déjà une idée aujourd'hui, car le pouvoir, il l'a déjà dans le tiers voire la moitié du pays. Et qu'est-ce qu'on voit dans cette région-là? Rien de différent de ce que le dictateur Mobutu a appliqué depuis trente ans. En effet, dans les zones contrôlées par les troupes de Kabila, les riches continuent à s'en mettre plein les poches comme avant et le sort des déshérités ne connaît aucune amélioration. Kabila y respecte les engagements pris par le gouvernement de Mobutu. Ce sont les mêmes trusts et concessionnaires capitalistes qui y exploitent les richesses tant minières que forestières pour le grand bien de la bourgeoisie française, américaine, ou belge, comme avant. Au point que c'est d'un bon oeil que les dirigeants de ces trusts ou des pays impérialistes voient la manière dont les choses évoluent en faveur de Kabila et paraissent soulagés de l'arrivée de ses troupes un peu plus disciplinées que celles de Mobutu. Par ailleurs, même sur le plan des libertés démocratiques, Kabila agit exactement comme Mobutu aux heures fortes de la dictature du parti

unique: dans toutes les zones tombées sous son contrôle, il a mis



Kabila et sa troupe

fin au peu de libertés démocratiques en interdisant tous les partis politiques, sauf évidemment le sien. C'est dire que les masses pauvres zaïroises n'ont rien à attendre de Kabila. Pour elles, ce sera toujours la même exploitation, la même misère et les mêmes privations.

La seule leçon que l'on peut retenir de la lutte actuelle pour le pouvoir entre le dictateur Mobutu et Kabila est le fait que celui-ci, en peu de temps, a démontré que ce n'est pas avec des bla-bla, des manifestations, ou des lois votées au parlement comme le fait l'opposition, qu'on peut combattre un pouvoir dictatorial, mais plutôt avec une force organisée, avec les armes à la main.

Son parcours jette une lumière crue sur l'actualité des propos de

Blanqui, un révolutionnaire du 19^e siècle, qui disait: "Les armes et l'organisation: voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer a du pain!".

Mais au Zaïre, pour l'heure, qu'il soit entre les mains des soldats de Mobutu ou ceux de Kabila, le fer reste toujours au service des riches et d'une organisation économique et sociale basée sur l'exploitation et la misère des plus pauvres par une poignée de riches. Il en sera inévitablement ainsi jusqu'à ce que les prolétaires d'Afrique s'organisent, se constituent en force politique, mais une force politique agissant en fonction de leurs seuls intérêts de classe et visant le bouleversement de l'organisation sociale existante par l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste et la réorganisation de l'économie dans le but de satisfaire les besoins de

tous.

La situation en Afrique, et pas seulement dans le seul Zaïre, est suffisamment explosive, tant à cause des régimes dictatoriaux, corrompus, pourris jusqu'à l'os, qu'en raison surtout de la misère générale, pour qu'une force révolutionnaire prolétarienne ait des chances de grandir et puis de vaincre. Mais encore faut-il qu'elle existe. La faire naître, la faire grandir pour qu'elle soit reconnue au moins par une fraction des classes exploitées comme leur parti, voilà la tâche de l'heure.

Espérons que dans les luttes multiformes que mènent les opprimés zaïrois et africains en général émergeront des militants qui défendront les intérêts des pauvres et jetteront le pont entre les idées des révolutionnaires du passé, comme Blanqui, et les combats futurs des exploités africains. Les intérêts de l'avenir en dépendent.

COTE D'IVOIRE

Telle une traînée de poudre, une rumeur selon laquelle des sorciers ou des jeteurs de sort feraient disparaître le sexe des gens, par le simple fait de toucher à une épaule ou de serrer la main, s'est répandue dans plusieurs pays africains. Elle a causé la mort de plusieurs dizaines de personnes au Cameroun, Nigéria, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire. Certaines personnes ont été lynchées au marché juste pour avoir été soupçonnées de sorcellerie. Au Cameroun ce sont les Nigériens qui ont été les victimes et, inversement, au Nigéria, des Camerounais. De même, dans les autres pays touchés par cette meurtrière superstition, ce sont toujours les "étrangers", et de surcroît les plus pauvres parmi eux, qui ont été l'objet de pogroms.

Sur ce sujet, nous reproduisons ci-dessous un article publié par "Le Pouvoir Aux Travailleurs" en Côte d'Ivoire.

DE SANGLANTES ET NUISIBLES STUPIDITES

Nous ne pouvons éprouver qu'un sentiment d'horreur et de colère devant cette vague de violences, de tortures et d'assassinats qui a pour prétexte la prétendue disparition de sexes.

Horreur et colère devant la stupidité du prétexte. Qu'aujourd'hui, à la fin de ce vingtième siècle, celui où l'homme a commencé à conquérir l'espace, mis les pieds sur la lune; où la science, les techniques, la

connaissance ont fait des progrès extraordinaires; que dans ce siècle on puisse croire à de telles balivernes et que cette croyance prenne par moments une ampleur de masse et se transforme en pogroms, cela montre à quel point l'humanité est maintenue dans l'ignorance et la barbarie pour ce qui est de sa vie sociale.

Horreur et colère, aussi, parce que les hommes accusés de faire disparaître des sexes puis torturés, battus, mutilés ou tués; ceux dont les maisons et les étalages ont été détruits et pillés, sont en général des travailleurs, des petits vendeurs, des chômeurs, des bana bana originaires du Niger, du Nigéria, du Mali. A la stupidité du prétexte s'ajoute l'ignominie qui consiste à dresser des pauvres à d'autres pauvres; ceux qui sont nés à l'intérieur des frontières artificielles de la Côte d'Ivoire à ceux de leurs frères et soeurs qui sont nés au-delà.

Ceux parmi les pauvres qui accordent si peu que ce soit du crédit à cette stupide rumeur de disparition des sexes que même un enfant de six ans ne devrait croire; ceux à plus forte raison qui approuvent les pogroms anti-immigrés auxquels ils servent de prétexte, ne sont pas seulement des imbéciles mais surtout, ils agissent contre eux-mêmes. Car, si les exécutants de la violence se recrutent parmi les moins conscients des pauvres, ceux qui les encouragent de leur démagogie anti-immigrés et ceux surtout qui en profitent, sont les pires ennemis des classes populaires.

Face à la montée de la misère et son corollaire, l'insécurité, le banditisme, il est tellement plus commode pour les Pépé Paul, pour les Dibonan et autres démagogues au service des riches, de canaliser la colère des classes pauvres vers la superstition et au-delà, vers les voies sanglantes et sans issues de la haine entre peuples ou entre

ethnies. Mais on a vu et on voit encore, au Libéria ou au Rwanda, ce que cette voie a de catastrophique pour les pauvres.

Il en est parmi les bourgeois libéraux ou parmi les intellectuels qui condamnent ces violences et cette superstition. Mais c'est trop facile de lever les bras d'impuissance. Car, c'est tout de même la misère matérielle qui est le terreau de la misère morale. Et la misère matérielle de la majorité de la population n'est pas tombée du ciel: elle a pour cause l'exploitation forcenée de la classe travailleuse et elle a pour contrepartie l'enrichissement d'une petite minorité d'exploiteurs, ivoiriens ou étrangers (et nos politiciens spécialisés dans la démagogie anti-étrangère ne s'en prennent jamais aux exploiters étrangers, aux Bolloré ou autres Bouygues, mais seulement aux travailleurs étrangers). On n'entend jamais nos libéraux protester contre les salaires trop bas et dont le pouvoir d'achat a été récemment divisé par deux avec la dévaluation du CFA. On ne les entend jamais protester contre le fait que la majorité des prolétaires de ce pays soient condamnés au chômage et qu'un accident de travail, une maladie, peut ruiner d'un seul coup même ceux qui ont du travail. On ne les entend pas protester lorsque la police ou les hommes de main du gouvernement chassent des trottoirs les petits vendeurs et les privant du seul et dérisoire gagne pain qu'ils peuvent se donner.

Et dans un autre ordre d'idées, on ne les entend pas non plus protester contre le fait que la classe privilégiée et l'Etat, au lieu d'assurer une éducation digne de ce nom à la jeunesse des classes populaires, soutiennent et propagent au contraire la superstition sous toutes ses formes, celles, institutionnalisées, des religions officielles, comme celles, informelles, de l'animisme ou des traditions surannées.

Demander à la classe riche qu'elle sorte les classes populaires de la misère matérielle ou morale, c'est demander du lait à un bouc.

Cette double tâche nous appartient, à nous les travailleurs. Voilà pourquoi le combat pour le progrès, contre l'obscurantisme est inséparable de la lutte pour notre émancipation sociale. On ne peut combattre pour le progrès, pour une vie sociale digne du XXI siècle qui commence, qu'en luttant pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de l'argent sur la société, qu'en luttant pour une société débarrassée de l'exploitation, où les richesses et les instruments de production soient sous le contrôle de la collectivité et pas d'une minorité d'exploiteurs. Mais il est tout aussi vrai que la classe ouvrière ne pourra s'émanciper et émanciper toute la société que si elle est consciente. Et le combat contre les stupidités obscurantistes fait partie de la conscience.

Laisser propager dans nos rangs

la superstition, les préjugés ethnistes ou "ivoirisans", c'est laisser nous affaiblir. Nous diviser en fonction de nos origines, c'est nous priver de notre principale force qui est le nombre.

Aux préjugés que la classe bourgeoise et ses serviteurs politiques nous offrent en guise de politique, nous devons opposer une politique qui représente nos intérêts collectifs de travailleurs et de pauvres. Les revendications concrètes, vitales, comme celle d'une augmentation générale des salaires, comme celle d'un travail pour tous avec un salaire correct, comme celle d'être protégés en cas de maladie ou de vieillesse, constituent des objectifs qui nous unissent et nous opposent collectivement à nos exploiters.

En nous unissant dans la lutte contre nos exploiters, nous n'avons que nos chaînes à perdre -y compris les chaînes de nos préjugés- et nous avons un monde à gagner.

COTE D'IVOIRE

MARCHE DE TREICHVILLE REDUIT EN CENDRES : UN DRAME DONT LES AUTORITES SONT RESPONSABLES

Le 15 mars dernier, le grand marché de Treichville, un quartier d'Abidjan, était livré aux flammes. Et quand ce gigantesque feu a cessé de brûler, il ne restait plus que des cendres. Des tonnes de marchandises de toutes sortes, des centaines de millions de FCFA, dit-on, que certains commerçants auraient gardés au marché même, tout était parti en fumée! Que des ruines!

Devant une telle catastrophe, il est toujours difficile d'en donner une ampleur même approximative. Car, comment peut-on évaluer ce qui permet à plusieurs

milliers de petits commerçants et de vendeuses de vivre, eux et leurs familles? Tous ces sinistrés n'ont aujourd'hui que leurs yeux pour pleurer.

Car, personne ne parle de les indemniser. La mairie qui faisait payer tous les jours, depuis des années, taxes, patentes et autres impôts à tous ces commerçants, découvre maintenant brusquement que ceux-ci n'étaient pas assurés et dit qu'elle n'a pas les moyens de les indemniser!

Le plus écoeurant est que les autorités cherchent à faire croire

que les commerçants sont responsables de leurs propres malheurs. C'est le cas par exemple du ministre de l'Intérieur, Emile Constant Bombet qui, arrivé précipitamment sur le lieu du désastre, dit qu'"il faut qu'un tel malheur arrive pour que les Ivoiriens comprennent qu'il faut prendre des précautions minimales. Ils sont tellement indisciplinés..."

L'incendie serait provoqué par un court-circuit dû à des "branchements anarchiques". Mais le fait que les autorités se dépêchent de dégager leur propre responsabilité montre bien qu'elles sont les principales responsables. Car, s'il y avait, comme ces autorités l'affirment, un problème de "branchements anarchiques", qu'a fait la mairie (qui n'est séparée du marché que par une rue) pour y mettre de l'ordre? Ne relève-t-il pas de sa responsabilité de faire en sorte qu'il y ait un minimum de sécurité? A-t-elle vérifié que toutes les installations électriques effectuées par la CIE respectaient les normes de sécurité?

Il n'en est rien. Car, selon un témoignage rapporté par Fraternité-Maternité (proche du gouvernement), l'incendie serait provoqué par "un court-circuit survenu sur un poteau électrique...Et puis, la première boutique collée au dit poteau a pris feu". Selon ce témoignage, il est clair que la CIE a une grande part de responsabilité dans cet incendie: elle ne vérifie pas ses installations, ne remplace pas à temps celles qui sont défectueuses. De plus, comment se fait-il qu'il n'y ait même pas un système de sécurité pour couper le circuit électrique dans le cas d'un court-circuit?

Selon un autre témoignage, celui d'un des responsables des

sapeurs-pompiers, "...Huit bouches d'incendie ont été prévues à la construction de ce marché. Vendredi, nous n'avons pu en découvrir que deux...Toutes les autres bouches d'incendie qui sont les sorties prévues pour les cas d'incendie justement, n'étaient plus accessibles..." Qui devait vérifier régulièrement si les "bouches d'incendie" étaient toujours opérationnelles ou pas? Les commerçants ou les autorités administratives, ne serait-ce qu'au niveau de la mairie?

Les responsables de ce sinistre sont les autorités administratives et la CIE. Si celles-ci reconnaissent leur responsabilité, elles devraient logiquement indemniser tous les commerçants. Mais c'est justement pour éviter le paiement des indemnisations que les autorités rejettent avec cynisme leur propre irresponsabilité sur les victimes.

Comme des larrons en foire, elles n'ont pas hésité à mettre la CIE hors de cause, soit pour lui faire payer les indemnités qui iront dans leur propre compte, soit pour éviter simplement d'être accusées par celle-ci à son tour. Comme cela ne fait pas partie de leurs préoccupations, les autorités ont les moyens de faire des réalisations de prestige inutiles et ruineuses, mais ne voient pas la nécessité de doter les sapeurs pompiers de moyens suffisants pour faire face avec efficacité à ce genre d'incendie. Ils n'ont tiré aucune leçon des incendies qui ont ravagé, dans un passé récent, notamment les marchés de Daloa, Bouaké et d'Ajamé.

Ceux qui gouvernent sont vraiment des assassins. La vie des petites gens ne compte pas pour eux.

M A L I

UNE CAMPAGNE ELECTORALE
POUR LA PURE FORME

Déjà trois candidats se sont fait connaître, notamment le président sortant Alpha Omar Konaré. Ces élections étaient prévues initialement au mois de mars. A la dernière minute, les dirigeants se sont aperçus qu'il leur manquait plusieurs milliards de francs CFA pour financer le matériel électoral. Le 13 avril doivent se dérouler les élections législatives. Les présidentielles et municipales sont reportées à des dates ultérieures.

Actuellement tous les partis sont en campagne pour défendre leurs candidats, pour leur élection ou réélection. Certes, tous les partis n'ont pas tous les mêmes moyens financiers pour couvrir leur campagne électorale sur un pays dont la surface fait plus de trois fois la France.

Evidemment le favori est connu. Il s'agit d'Alpha Konaré qui dispose de tous les moyens de l'Etat, radio, télévision, les hauts fonctionnaires, comme les gouverneurs, les chefs d'arrondissement et les commandants de cercle, qui sont à sa solde. Ils ne manqueront pas le cas échéant de "magouiller" les résultats des élections, car, après le vote, les urnes seront sous leur surveillance. Et les autres partis politiques n'ont pas assez de moyens pour contrôler tous les bureaux de vote sur toute l'étendue du territoire. Sans parler qu'il n'est même pas sûr que la grande majorité de la population qui est paysanne et dont la plupart est illettrée veuille se déplacer, en faisant souvent des kilomètres à pieds, pour glisser des bulletins de vote dans l'urne. D'autant plus que le résultat ne sera pas une grande surprise pour la réélection de l'ancien ministre du dictateur Moussa Traoré converti de fraîche date en "démocrate éclairé".

Il y a certainement d'autres candidats qui se présenteront même s'ils savent qu'ils n'auront aucune chance d'être élus. La campagne électorale est dirigée non pas par des militants convaincus par les idées, mais par des gens opportunistes qui espèrent obtenir après les élections des postes ministériels ou de conseillers dans l'appareil d'Etat. Les partis qui se présentent ont tous les mêmes programmes politiques et économiques. Leurs seules différences se situent dans leur appellation. Comme disait un haut fonctionnaire : "Au Mali il y a plus de cinquante partis et organisations, mais il n'y a pas cinquante programmes et idées différents". Telle est l'illustration de la campagne électorale actuelle.

Même ici dans l'immigration ces partis ont organisé une journée de débat le samedi 29 mars pour nous parler de la prétendue vertu de la démocratie malienne et dire que du fait que plusieurs candidats et plusieurs partis peuvent se présenter aux élections, ce serait déjà une victoire pour tous les démocrates. Ce qu'ils oublient de dire, c'est que cette démocratie à leur sauce n'est qu'un arbre qui cache la forêt. Car, seule une petite minorité d'intellectuels et de fonctionnaires profite de ce semblant de liberté démocratique. Pour leur part, les travailleurs et les paysans pauvres en sont exclus de fait. Certes, même si le fait d'être contre le pouvoir n'entraîne pas forcément l'arrestation ou l'emprisonnement, les révoltes de ces derniers sont sauvagement réprimées par le pouvoir. Ce fut le cas, il y a quelques mois, des mineurs de Sadiola, dans la région de Kayes, qui avaient osé frapper le directeur sud-africain de la mine parce qu'il avait tenu des propos

racistes et méprisants envers eux. A titre d'exemple, le pouvoir n'a pas hésité d'envoyer la police contre eux pour arrêter les meneurs et demander leur licenciement. Pas plus qu'il n'a hésité d'envoyer dans les villages les chefs d'arrondissement et les flics pour

obliger les paysans de payer leurs impôts sous peine d'emprisonnement.

Pour l'ensemble des travailleurs et des paysans pauvres la "démocratie" actuelle à la sauce de Konaré n'est qu'une dictature à peine déguisée.

MADAGASCAR

LE RETOUR AU POUVOIR D'UN ANCIEN DICTATEUR

Il aura fallu attendre plus de deux mois pour connaître qui de Didier Ratsiraka ou d'Albert Zafy est élu après le deuxième tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 29 décembre 1996, le premier tour ayant eu lieu le 3 novembre dernier. Le score était

partage du pouvoir qui ont surtout causé ce long délai plus que les décomptes des voix contestées par les uns ou les autres.

Enfin, c'est Ratsiraka qui est sorti victorieux. Rappelons que c'est en 1975, suite à un mouvement populaire de contestation, qu'il était arrivé au pouvoir. Il avait été alors présenté comme "l'amiral rouge" par la presse gouvernementale française, car, il était l'homme qui avait rompu les accords de coopération avec la France, qui avait nationalisé les Compagnies Marseillaise et Lyonnaise et qui avait alors osé tisser des relations avec des pays de l'Est, avec la Chine, la Corée du Nord ou Cuba. A l'intérieur du pays, il avait lancé la politique dite de "malgachisation" de l'enseignement, mis en place un certain nombre de structures administratives traditionnelles comme le "fokonolona" (communauté villageoise). Son discours nationaliste et les quelques décisions qu'il avait prises à l'égard des intérêts de l'ancien pays colonisateur lui avaient valu un certain prestige dans le milieu de la jeunesse scolarisée mais également dans les milieux plus modestes des villes et des campagnes qui avaient eu à souffrir de la politique des régimes passés et de l'arrogance de leur administration.



Didier Ratsiraka

certes serré puisque, selon les chiffres officiels, quelques dizaines de milliers de voix seulement auraient séparé les deux protagonistes. Mais ce sont surtout les tractations entre les différentes factions en vue d'un

Mais assez vite le régime de Ratsiraka s'est révélé ce qu'il était réellement, une dictature qui

n'avait rien de différent des autres dictatures africaines. Son régime était devenu tellement impopulaire que des émeutes ont éclaté en 1991. Elles ont été réprimées dans le sang. En 1993, c'est Albert Zafy qui prend sa succession après des élections anticipées. Le régime de ce dernier était tout aussi pourri que celui de son prédécesseur.

La situation de la majorité de la population s'est tellement dégradée sous le régime de Zafy corrompu de la base au sommet, les magouilles, les détournements de fonds publics, le clientélisme étaient tellement courants que lui aussi a dû démissionner, n'ayant plus la confiance ni du parlement ni des politiciens qui le soutenaient auparavant.

Ratsiraka, avant de revenir au pouvoir, dit avoir "réfléchi" pendant sa "traversée du désert". Il dit que, pendant les quelques mois qu'il a passés en France, il était "pauvre comme job". C'est, dit-il,

grâce à son "ami Jacques Chirac" qui lui a attribué un logement HLM, à Houphouët Boigny qui a financé les études de son fils et aux autres chefs d'Etat africains qui l'ont aidé financièrement qu'il a vécu. Les dix huit années au pouvoir ne l'auraient pas du tout enrichi, car, selon lui, il conçoit le pouvoir comme un "sacerdoce" et que tous ceux qui l'accusaient de s'être enrichi n'étaient que des calomniateurs. On ne sait pas qui il essaie d'apitoyer sur son sort mais certainement pas les populations déshéritées qui ont eu à souffrir de son régime pourri.

Aujourd'hui, dit-il, après sa "traversée du désert", après avoir vu les conséquences de "la société de consommation....ce modèle de société basée sur la recherche effrénée du profit...", il a découvert un autre bla bla : il veut bâtir "une république humaniste écologique". Mais ce qu'il en sortira, ce n'est rien d'autre qu'une dictature bis avec un Ratsiraka bis.

IL Y A 50 ANS L'INSURRECTION MALGACHE

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 éclata un soulèvement populaire héroïque contre la domination française. Cette "Rébellion" se termina par une répression sanglante faisant 100 000 à 200 000 morts dans la population, selon certaines estimations. Les autorités coloniales françaises parlent de 80 000 tués auxquels s'ajoutent ceux qui sont morts de faim, de froid et de maladie au cours de leur fuite dans les forêts.

Les chefs de l'insurrection étaient torturés et battus. Les troupes coloniales venues en renfort depuis Djibouti ou depuis la France ont brûlé des villages soupçonnés d'avoir hébergé les "meneurs". Des milliers de personnes ont ainsi péri brûlées vives dans leurs maisons

incendiées. Cette répression féroce dura jusqu'en décembre 1948.

Madagascar avait été conquis en 1896. Le général Galliéni proclamé gouverneur général de l'île a remplacé les gouverneurs Mérimina de la reine Ranavalona par des chefs obéissant à la tutelle française. L'esclavage fut aboli et l'île "pacifiée". Un régime colonialiste draconien fut instauré. C'est ainsi qu'un impôt direct fut imposé à tous pour obliger les gens à travailler dans le cadre du nouveau système économique.

En 1914 des dizaines de milliers de "volontaires" furent enrôlés dans la première guerre mondiale. Ceux qui étaient trop pauvres pour pouvoir s'acquitter des

impôts devaient accomplir des sortes de travaux forcés dits de "prestations". Parfois, ils devaient construire des routes dans des conditions abominables, mais souvent ils servaient de main d'œuvre gratuite pour les concessions de terre attribuées aux Européens ou aux demi-Européens venant de l'île de la Réunion.

Dans les premières années de la deuxième guerre mondiale, les autorités coloniales étaient partisans du régime Vichyste de Pétain. Après intervention des Anglais dans la ville de Diégo-Suarez, l'administration fut remise dans les mains des Gaullistes. Ceux-ci réquisitionnèrent le riz pour faire participer l'île à l'effort de guerre. Cet aspect du pillage colonial, s'ajoutant aux pénuries notamment en cotonnades manufacturées et plus généralement à la désorganisation, provoqua rapidement un profond sentiment de mécontentement et de colère. Ce mécontentement existait d'ailleurs dans tous les pays colonisés par les puissances européennes.

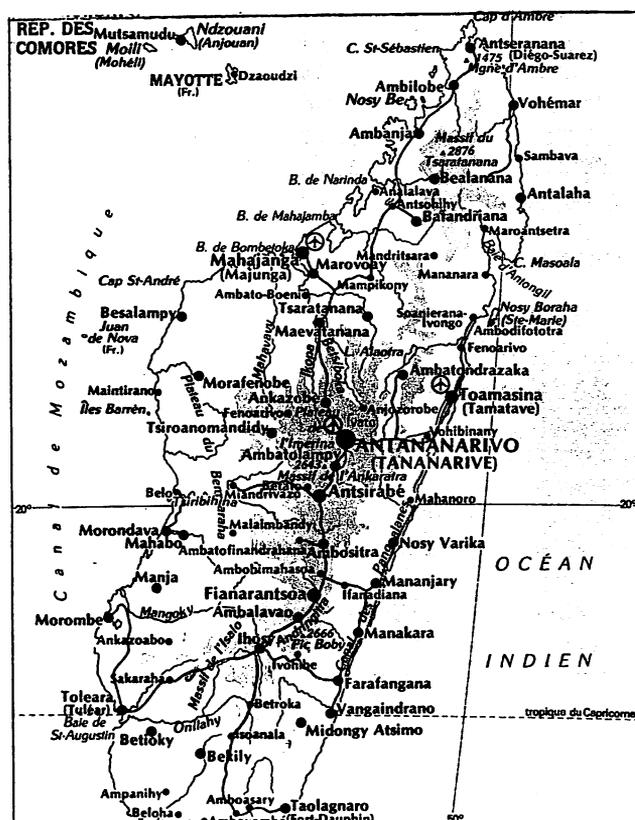
C'est en quelque sorte pour aménager la façon de coloniser que De Gaulle prononça son fameux discours à la conférence de Brazzaville. Certains intellectuels et notables malgaches ont été sensibles à ce nouveau langage. Ils ont saisi cette occasion pour construire le MDRM (Mouvement de la Renovation Malgache).

Le programme du MDRM n'avait rien de particulièrement radical. Il revendiquait un "Etat libre dans l'Union Française". Madagascar a été décrété "Territoire d'Outre-Mer" et ses habitants étaient devenus des "Sujets français".

Aux élections pour l'Assemblée Nationale, le MDRM a eu trois députés: Raseta, Ravoahangy, Rabemananjara.

Seulement quand l'insurrection de 1947 a éclaté, le gouvernement

français exigea que les députés et les dirigeants du MDRM condamnent ouvertement la population révoltée.



Devant leur refus, les trois députés furent arrêtés et le MDRM considéré comme responsable de tout. 30 000 de ses membres furent arrêtés et même torturés. Le parti fut dissous. Le gouvernement français savait bien qu'il n'avait rien à craindre de ce parti, mais en organisant une répression impitoyable et aveugle, il voulait surtout terroriser la population et briser toute résistance. Il y réussit, car, l'ordre colonial fut rétabli jusqu'en 1960, date de l'indépendance. Tsiranana, un fidèle de la France, fut placé à la tête du pays.

La colonisation directe avait pris fin et c'est tant mieux. Car, être dirigé par une métropole située à 8 000 km représente une humiliation qui bafoue la dignité humaine.

Madagascar indépendant depuis trente sept ans, on peut en faire le bilan. Les classes exploitées le

sont restées et leur vie n'est en rien meilleur qu'au temps colonial. Le pays est aussi dépendant du marché mondial, c'est-à-dire du système impérialiste, même si la forme de dépendance a changé. L'avenir prévisible est un avenir de misère.

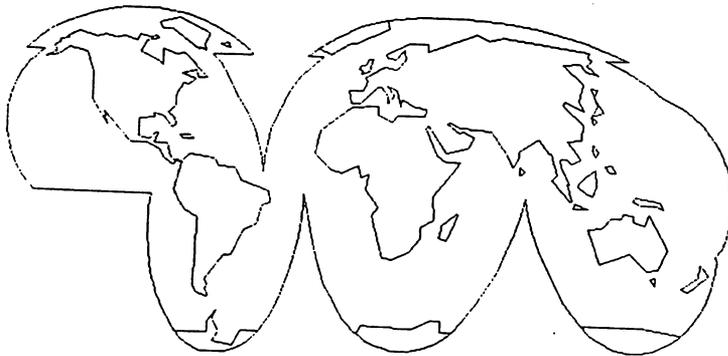
Pourtant Madagascar a subi toutes sortes de régimes, de la servilité quasi coloniale d'un Tsiranana au "progressisme" de Ratsiraka. Les hommes politiques qui se sont succédé à la tête du pays reflètent les aspirations de la bourgeoisie nationale. Tantôt ils veulent séduire les banquiers et les trusts qui sont maîtres de l'économie mondiale en espérant de plus grandes faveurs de leur part, tantôt ils veulent que le carcan impérialiste se desserre un peu afin qu'une partie plus grande du surproduit social détourné par celui-ci leur revienne.

Les uns comme les autres

voudraient que les travailleurs et les masses pauvres s'unissent avec les classes riches pour lutter tous ensemble pour une soi-disant "voie nationale pour le développement". Ils cherchent à tromper les exploités.

Les intérêts des prolétaires malgaches ne sont pas différents de ceux des autres pays pauvres. Leur énergie, leur imagination pourrait être mise au service de leurs propres intérêts de classe. En engageant le combat dans cette direction, les prolétaires d'un pays pauvre pourraient jouer un rôle déterminant dans le réveil du mouvement ouvrier des pays plus riches. L'avenir, c'est certainement la collaboration et l'entente des uns avec les autres. C'est d'une telle union fraternelle que viendra la victoire des travailleurs et la fin de l'impérialisme. Mais qui pourrait deviner "quelle sera l'étincelle dont jaillira la flamme"?

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.